

# Vigie Consommation

Office de la protection du consommateur

Biotechnologies

## Monde meilleur ou Meilleur des mondes ?

Ce qui était encore techniquement impossible, il y a un quart de siècle, est devenu une réalité : la manipulation génétique des espèces animales et végétales.

Il n'est pas exagéré d'affirmer que les biotechnologies représentent une prodigieuse mutation scientifique et technique. Depuis la création du premier micro-organisme par transgénèse en 1973, elles ont considérablement élargi leur champ d'application : pharmacologie, agriculture, aquaculture, foresterie, environnement, etc.

Monde meilleur ou Meilleur des mondes ?

Il n'y a pas de réponse simple en cette matière, surtout quand il s'agit de bricoler des gènes ... pour le plus grand bien de l'humanité.

Les avis sont profondément divisés.

Les champions du progrès scientifique et technologique chantent l'avènement d'un monde meilleur où la maladie et la faim reculeront, alors que d'autres annoncent l'apocalypse biologique.

Pendant que les grands esprits du progrès et de l'intégrité génique des espèces s'affrontent sur la place publique, des entreprises brevettent systématiquement leurs cocktails génétiques et se promettent d'en-



granger les profits, gages de leur savant labeur.

### Quand l'opinion publique s'emmêle

La majorité des sondages réalisés un peu partout sur la planète relèvent cette observation : les consommateurs sont préoccupés par les OGM, surtout quand ils se retrouvent dans leur assiette.

Mal informés, alarmés par

les crises successives – fièvre aphteuse, vache folle, poulets intoxiqués à la dioxine, défaillances des systèmes de traitement de l'eau potable – qui ont ébranlé leur confiance, les consommateurs manifestent une méfiance toute légitime à l'égard des aliments génétiquement modifiés.

Toutefois, les consommateurs livrent des opinions contradictoires en pâture aux sondeurs. Les OGM sont bienvenus dans les produits pharmaceutiques alors que l'on fait la moue quand il s'agit de passer à table. Médicaments ou aliments, ils devront pourtant être ingérés. Où est la différence ?

Entre l'enthousiasme affairiste, le discours de fin du monde et l'opinion publique qui s'emmêle, trois bulletins de *Vigie Consommation* seront publiés pour faire le point sur le sujet d'ici la fin de l'automne 2001. Aujourd'hui, un premier numéro est consacré à l'opinion publique à propos des OGM. :

D.G.

Volume 1, n° 1

Juillet 2001

### Dans ce numéro :

<i>Des consommateurs québécois préoccupés</i>	2
<i>La prudence des Canadiens</i>	2
<i>Ottawa n'entend pas l'appel des consommateurs</i>	3
<i>Les OGM font plus peur que les pesticides et les engrais de synthèse</i>	3
<i>L'indifférence des Américains</i>	4
<i>Les Français de plus en plus opposés aux OGM</i>	4

ISSN 1499-173X



## La prudence des Canadiens

Les craintes exprimées par les Canadiens à propos des aliments génétiquement modifiés seraient de façon générale liées à la sécurité des aliments. Les consommateurs prêchent d'ailleurs la prudence lorsqu'il s'agit d'introduire ces aliments sur le marché canadien.

Une étude menée en 2000 par Edna F. Einsiedel de l'Université de Calgary révèle que 85 % des Canadiens sont préoccupés par la sécurité des aliments, alors que 72 % se soucient des denrées génétiquement modifiées. Parmi ces derniers, 85 % estiment que la réglementation actuelle serait insuffisante pour protéger les consommateurs contre des risques liés à ces nouveaux aliments. Enfin, plus de 7 Canadiens sur 10 pensent que les aliments génétiquement modifiés devraient être introduits plus graduellement.

D.G.

*« Plus de 7 Canadiens sur 10 pensent que les aliments transgéniques devraient être introduits plus graduellement. »*

## L'opinion des Québécois à propos des OGM Des consommateurs préoccupés et mal informés

par Daniel Germain

**L**es consommateurs québécois (72,5%) estiment sûrs les produits alimentaires vendus au Québec. Cela ne les empêche pas de se préoccuper de la qualité et de l'innocuité des denrées dans leur assiette.

Les aliments génétiquement modifiés n'échappent pas à la vigilance de la population qui serait favorable à un étiquetage obligatoire de ces produits. Cependant, les gens se disent mal informés au sujet des organismes génétiquement modifiés (OGM). Ils demandent davantage d'information sur les risques associés à leur utilisation dans les produits de consommation.

Telles sont certaines des observations relevées par un des rares sondages québécois sur la perception de la population québécoise à l'égard des OGM. L'en-

quête a mesuré le degré de préoccupation et de connaissance ainsi que les perceptions de la population au sujet de la qualité et de la sécurité des aliments génétiquement modifiés. Le sondage fut réalisé au printemps 2000 par Léger & Léger auprès de 1000 personnes. Il a été commandité par la Filière agroalimentaire du Québec où siègent le ministère de l'Agriculture, l'Union des producteurs agricoles et différentes associations qui représentent les intérêts des transformateurs, des distributeurs et des détaillants en alimentation du Québec.

La population du Québec se dit concernée par la qualité et l'innocuité des aliments ainsi que par l'utilisation des OGM. Cela explique qu'une très grande majorité de répondants (96 %) soit favorable à un étiquetage obligatoire des aliments contenant des ingrédients génétiquement modifiés.

Toutefois, les consommateurs seraient-ils en mesure de faire un usage avisé de l'information qui apparaît sur l'étiquette d'un aliment ?

Selon le sondage de Léger & Léger, 60 % des consommateurs affirment consulter l'étiquette apposée sur un aliment. Par contre, seulement 20 % considèrent que l'étiquette est un critère important pour évaluer la sécurité d'un aliment.

Comment peut-on à la fois être favorable à l'étiquetage obligatoire des aliments GM, consulter l'étiquetage nutritionnel et affirmer que l'étiquette n'est pas importante pour évaluer la sécurité d'un produit ?

*« La très grande majorité des consommateurs québécois, soit 96 %, sont en faveur de l'étiquetage obligatoire des aliments génétiquement modifiés. »*

Un paradoxe que le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation n'aura pas omis de relever dans un communiqué du 5 mai 2000. Le constat est habile puisque l'étiquetage des aliments génétiquement modifiés n'est pas nécessairement très prisé par l'in-

dustrie agroalimentaire. Certains craignent que l'étiquetage obligatoire tiédise les intentions d'achat des consommateurs. Même s'il est plus discret que le gouvernement canadien, le gouvernement du Québec fait la promotion des biotechnologies. Leur potentiel économique est trop important pour manquer le bateau... de l'opinion publique.

On comprend pourquoi la Filière agroalimentaire du Québec serait tentée par une campagne d'information auprès de la population. En cela, Québec n'est pas très distinct d'Ottawa. Le gouvernement canadien mise depuis plusieurs années sur cette stratégie. L'objectif est limpide : faire accepter les aliments génétiquement modifiés.

Les sondages ne servent qu'à identifier les zones de résistance des consommateurs pour mieux les convaincre d'acheter ces produits et à leur démontrer que l'étiquetage est coûteux et inutile. Pourtant, la très grande majo-



rité est favorable à un étiquetage obligatoire des aliments génétiquement modifiés.

La Filière agroalimentaire du Québec semble hésiter à poser la vraie question lorsqu'elle sonde la population : êtes-vous favorable à l'utilisation des OGM à des fins agroalimentaires ? Étrange, puisque la question fut posée sans hésitation à propos de l'utilisation des OGM à des fins médicales et industrielles. Plus des trois quarts des répondants ont alors exprimé une opinion favorable. Peut-être que l'on connaît déjà la réponse et qu'elle ne plaît pas.

La Filière n'aura pas commis l'imprudence de ne pas consulter les nombreux sondages menés un peu partout sur la planète, où le même genre de questions est posé et la constance des réponses réglée comme du papier à musique. Les gens sont favorables à l'utilisation des OGM pour la production de médicaments ou pour l'élaboration de bactéries capables de dégrader les matières plastiques. Ils deviennent plus réfractaires lorsqu'il s'agit de les mettre dans leur assiette...

La Filière pêche par omission lorsqu'elle évite d'aborder, dans son sondage, les enjeux éthiques, environnementaux, sociaux, économiques et politiques liés aux OGM. Il est vrai que cela dépasse largement les capacités du sondage tout comme celles de l'homme de la rue. On lui demande son opinion sur des problèmes pour lesquels il manque désespérément d'information. Près de 68 % des répondants se considèrent mal informés à propos des OGM alors que 73,5 % veulent connaître les risques associés à leur utilisation.

Bien informé, le citoyen sait faire preuve de discernement. !

## Ottawa n'entend pas l'appel des consommateurs canadiens

Un sondage mené au printemps 2001 auprès des Canadiens montre que la très vaste majorité est favorable à l'identification des aliments génétiquement modifiés par les entreprises agroalimentaires.

**94%** pensent que le gouvernement canadien devrait obliger les entreprises à étiqueter les produits GM.

**65%** estiment que la réglementation actuelle est insuffisante pour assurer la sécurité des consommateurs.

**69%** pensent que les produits vendus dans les marchés d'alimentation sont sûrs.

(Source: Pollara and Enrscliffe Research and Communications pour le Globe and Mail)

Malgré les nombreux sondages qui montrent tous, sans équivoque, que les consommateurs canadiens veulent un étiquetage obligatoire des aliments génétiquement modifiés, Ottawa ne veut pas réglementer.

Le gouvernement canadien préfère appuyer les États-Unis qui bloquent systématiquement toute proposition en faveur d'un étiquetage obligatoire.

La rencontre du *Codex alimentarius* qui s'est tenue le 2 mai dernier n'aura pas démenti cette observation. « Sans grande surprise, le Canada a appuyé une proposition des États-Unis pour remettre en question l'étiquetage obligatoire des OGM, qui pourtant fait consensus dans la majorité des pays membres du Codex. L'organisme international doit élaborer, avec l'Organisation mondiale du commerce, les normes qui régissent l'étiquetage des produits alimentaires.

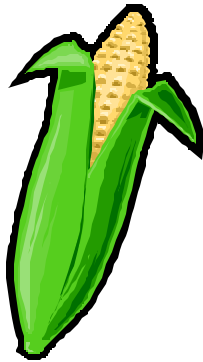
Les États-Unis et le Canada préfèrent l'étiquetage volontaire des aliments transgéniques, l'obligation d'étiqueter étant réservée aux aliments génétiquement modifiés qui ne sont pas équivalents en substance à un aliment produit de façon traditionnelle.

Source : *La Presse* du 3 mai 2001

## Les OGM font plus peur que les pesticides et les engrais de synthèse

La production d'OGM est la principale source d'inquiétude en matière d'alimentation chez 25,4 % des participants à un sondage réalisé par Léger & Léger en février 2001 auprès de 1000 Québécois pour les revues *Protégez-Vous* et *Québec Science*. Une proportion presque équivalente de consommateurs (24,9 %) craignent la contamination de la viande par des bactéries. La peur de la maladie du hamburger est vraisemblablement toujours vivace. La crise de la vache folle (18,2 %) et l'utilisation d'hormones ou d'antibiotiques dans la viande (13,8 %) sont, de surcroît, loin de laisser les Québécois indifférents. Enfin, 15,2 % des répondants seraient inquiets de l'utilisation des pesticides et d'engrais de synthèse en agriculture.

Source : *Québec Science*, mai 2001.



« Ce qui frappe dans les études, c'est le rejet unanime et croissant des OGM. »

## L'indifférence des Américains

Selon un sondage publié en mars dernier, un Américain sur quatre pense que les aliments génétiquement modifiés sont dangereux à la consommation, mais ils sont 46% à ne pas avoir d'opinion sur le sujet.

L'enquête du *Pew Charitable Trusts* montre également que 29 % des personnes interrogées pensent que les aliments transgéniques ne sont pas dangereux pour la consommation.

Cependant, 58 % s'opposent à l'introduction d'aliments transgéniques dans la chaîne alimentaire.

« Malgré un débat national intense sur la biotechnologie appliquée à l'agriculture, la plupart des Américains n'ont pas d'opinion forte et bien informée sur cette nouvelle technologie », a déclaré Mike Rodemeyer, responsable chez *Pew Charitable Trusts*.<sup>1</sup>

## Les Français de plus en plus opposés aux OGM

Les Français s'opposent de plus en plus aux OGM : 60 % n'en veulent pas. Une très grande majorité affirme d'ailleurs qu'elle changera ses habitudes de consommation si les OGM arrivent dans son alimentation. Les produits du terroir seraient même en voie de reconquérir le cœur de consommateurs qui les avaient bradés pour des produits de masse plus économiques. C'est ce qui ressort des études réalisées en 2000 par les maisons de recherche SOCIOVISION et le CREDOC.

Qui sont ces opposants et pourquoi sont-ils contre ? Ce qui frappe dans les études menées, c'est le rejet unanime et croissant des OGM. Paysans ou cadres, jeunes ou vieux, croyants ou athées, etc., l'hostilité est homogène.

Ces opposants ne demandent pas forcément l'interdiction des OGM, mais au moins leur étiquetage afin de pouvoir choisir librement de ne pas les consommer. Ce qui caractérise ces Français, c'est qu'« ils adoptent des comportements axés sur la recherche d'un bénéfice individuel. À titre d'exemple, ils choisissent le divorce si c'est la meilleure solution à leur problème, tout en rejetant la connotation morale de la chose », note Dominique Vastel, directeur de SOCIOVISION.

Les enquêtes françaises observent le même genre de paradoxe relevé dans plusieurs sondages. Comment expliquer que les consommateurs français rejettent les OGM alimentaires et demandent, du même souffle, la mise en œuvre de thérapies géniques médicales ? Selon le directeur de SOCIOVISION, le débat sur la science et ses utilisations dans la société française n'a rien de très

technique. Les Français ne font pas nécessairement toutes les nuances, ceci explique peut-être le paradoxe.

Par ailleurs, les arguments techniques sont jugés dangereux par l'opinion publique française. Ils laisseraient place à la manipulation de l'information. « Le progrès n'est plus légitime en soi. Dès qu'il y a débat, les experts deviennent suspects », note Dominique Vastel.

Autre dominante : l'individu rejette le risque s'il n'a pas été choisi par lui-même. « Je suis prêt à vivre dangereusement en skis, en automobile ou en fumant, à condition d'avoir été informé du risque et de l'assumer. Par contre, le rejet est net lorsque le risque est difficilement quantifiable. Imaginer que la tomate ou le bœuf puissent menacer le consommateur est dès lors considéré comme un risque inacceptable. »

« Le monde auquel je crois est incompatible avec de tels risques, se dit le consommateur. La science et la médecine sont reines. Elles sont des outils qui me permettent de maîtriser le monde. Subir un risque sanitaire est dès lors une totale aberration », poursuit-il. On assiste donc à un effondrement de la confiance accordée aux entreprises et aux vastes réseaux de distribution, car la notion de profit est accolée au risque alimentaire, à la fraude, à l'immobilisme des agents régulateurs, et notamment de l'État. Il ne s'agirait pas là d'une tendance superficielle, conclut Dominique Vastel.

Source : *Le Figaro* 17 avril 2001